Réponse du Conseil administratif à la résolution du 14 mai 2013 de M^{mes} et MM. Brigitte Studer, Vera Figurek, Maria Pérez, Salika Wenger, Olivier Baud, Pierre Gauthier, Morten Gisselbaek, Pierre Rumo, Tobias Schnebli, Pierre Vanek et Christian Zaugg: «Pour un aménagement du terrain de la caserne des Vernets répondant aux besoins prépondérants de la population».

TEXTE DE LA RÉOLUTION

Considérant la lettre ouverte adressée à M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du Département de l'urbanisme, par le collectif d'associations d'habitants et de quartier qui relève les points suivants à propos du terrain de la caserne des Vernets:

- que cette parcelle appartenant à l'Etat est un terrain idéalement situé et libre de toute contrainte;
- qu'il est donc légitime de le conserver pour y construire des logements à prix abordables ainsi que des équipements répondant aux besoins de la population;
- qu'il est inadmissible que les habitant-e-s et les différents acteurs qui font la ville ne soient pas intégrés à l'important processus de mutation de ce territoire,

le Conseil municipal déclare soutenir les interventions du Conseil administratif auprès de l'Etat visant à:

- l'ouverture d'un débat public sur le programme de logement, les espaces publics prévus et la qualité de ville et de vie;
- la participation des citoyens et citoyennes en vue d'élaborer un projet d'aménagement;
- la concertation du cahier des charges concernant ce site;
- faire en sorte que le nombre de logements réalisés reste dans une densité compatible avec une véritable qualité de vie urbaine;
- faire en sorte que soient également prévus, dès le départ, les activités socio-culturelles, scolaires, artisanales et commerciales, ainsi que des espaces libres et de détente.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'aménagement du terrain de la caserne des Vernets s'inscrit dans le développement du périmètre Praille-Acacias-Vernets (PAV) sur le territoire duquel un plan directeur de quartier (PDQ PAV) a été adopté le 21 janvier 2015 par le

Conseil municipal et dont l'adoption par le Conseil d'Etat devrait intervenir au mois de mars. C'est donc ce document, une fois validé par le Canton et les communes, qui engagera les collectivités sur les principes qui définiront son développement, notamment le programme et la répartition du nombre de logements et d'emplois dans le territoire en fonction des différents secteurs définis dans le PDQ PAV.

S'agissant du secteur de la caserne, il convient de rappeler que les premières esquisses de son aménagement ont été menées par la Fondation Hans-Wilsdorf qui avait mandaté, en collaboration avec l'Université et le Canton, un bureau d'architectes en vue d'établir une image directrice basée sur un programme mixte comprenant environ 1000 logements et plusieurs bâtiments universitaires.

Fin 2012, le Conseil d'Etat a décidé de renoncer à ce projet et de réorienter le programme en faveur d'un nombre plus important de logements au détriment des équipements universitaires. Il a également décidé d'entreprendre une nouvelle démarche en vue de développer ce secteur, à savoir un concours d'architecture et une mise en concurrence de plusieurs équipes d'investisseurs en vue de l'octroi d'un droit distinct permanent (DDP).

Lors de la mise au point du programme du concours d'architecture, en plus des 1500 logements et des 24 000 m² d'activités prévus, la Ville de Genève a intégré un programme d'équipements défini suite à un important travail de coordination entre les différents services de l'administration municipale. Il est ainsi prévu d'y implanter d'un groupe scolaire entier sis sur un terrain de 6000 m² dont la propriété reviendra à terme à la Ville. L'implantation et la volumétrie des bâtiments scolaires n'ont pas été définies dans le projet vu que l'école fera l'objet d'un concours qui sera lancé ultérieurement par la Ville de Genève. Il est également prévu d'implanter sur ce site une crèche de 100 places et une maison de quartier. D'autres surfaces prendront place dans ce périmètre mais leur affectation reste encore à définir. Sont notamment envisagés un centre d'action sociale et une salle polyvalente.

Le concours d'architecture a été jugé au printemps 2014. Le groupe d'investisseurs sera désigné au printemps 2015 et c'est à ce moment-là que commenceront les études destinées à transcrire le projet lauréat dans le plan localisé de quartier (PLQ) que le Canton s'est engagé à établir pour ce secteur. C'est donc à ce stade que la Ville sera amenée à promouvoir et défendre les éléments de compétence municipale, en particulier la délimitation précise du périmètre scolaire, la définition des aménagements extérieurs, la détermination de leur statut ainsi que le programme des équipements de proximité.

S'agissant de l'implication des citoyens et citoyennes dans ce projet, il convient de rappeler que cette résolution a été déposée en mai 2013. Depuis lors, le représentant du Collectif des associations des habitant-e-s de quartier et

président de l'Association des habitants de la Jonction (AHJ), M. Jean-Pierre Fioux, a été invité à participer régulièrement au groupe de suivi du PAV, instauré par la convention du 4 mars 2010 entre le Conseil d'Etat, les communes et le comité référendaire contre la loi de déclassement. Cette participation fait suite à la demande de l'association de quartier d'être associée aux travaux qui définiront le développement du projet PAV. Ce sera donc l'instance adéquate pour exprimer les attentes des habitants du quartier, notamment quant au programme qui devrait prendre place dans ce périmètre. La participation de l'AHJ à ce groupe, où sont présentés aussi bien les grandes orientations du PAV que les projets particuliers qui s'y développent, permettra également de relayer cette information auprès des habitants du quartier.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani